

Les Estoniens sont « néanmoins » confiants au sujet de l'Union européenne

Alar Streimann

Alar Streimann est Ambassadeur d'Estonie en France.

Il n'est pas très facile de définir succinctement les aspirations estoniennes passées et futures au sujet de l'Union européenne (UE). Le premier problème qui se pose à tout analyste est le fait que cette dernière, en tant que telle, n'est nullement statique. La situation de l'Europe en 2016, avant donc le Brexit et les récentes élections en France, en Allemagne et en Italie, était fort différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Et cela sans même parler des répercussions de la crise économique des années 2008-2009, de la création du Mécanisme Européen de Stabilité (MSE) ou de la crise migratoire. Aussi, même si sur les éléments essentiels du dossier les positions du gouvernement estonien et de l'opinion publique n'ont pas fondamentalement changé depuis

notre accession à l'UE en 2004, un certain nombre de points de vue ont dû être adaptés voire profondément modifiés.

Le débat interne en Estonie au sujet de l'Union européenne, sans parler même de la question de l'évolution de cet ensemble, est nettement moins prégnant dans mon pays que, par exemple, en France. Pourquoi ? Si l'on se fie à l'Eurobaromètre 2017, 67 % des Estoniens sont en faveur de l'appartenance de leur pays à l'Union. En comparaison, au début de ce siècle, avant donc notre accession à l'UE, cette proportion n'était que de 43 % – et les Estoniens étaient alors le peuple européen le plus sceptique quant à la nécessité de la rejoindre. En 17 ans le changement a vraiment été spectaculaire. On peut dès lors

Les idées exprimées dans cet article sont de ma seule responsabilité et ne représentent en rien la position officielle du gouvernement estonien.

A.S.

conclure que les Estoniens – qui, du fait de leur caractère, tendent à être plutôt sceptiques et hésitants – sont globalement satisfaits de l’UE telle qu’elle est aujourd’hui. Et, si quelque chose fonctionne, on ne prend pas l’initiative de le réparer au risque de le détériorer ! Bien sûr il y a, dans notre pays comme dans tout autre pays-membre, des critiques au sujet de l’UE mais, en l’absence de toute alternative crédible, le peuple estonien demeure réaliste vis-à-vis de ce qui est possible et de ce qui ne l’est pas.

NÉANMOINS DES CRITIQUES...

La première critique majeure au sujet de l’UE – elle n’émane pas seulement de l’Estonie ! – porte sur ses pratiques de régulation souvent jugées envahissantes. Elles interfèrent dans la vie quotidienne des citoyens en étant parfois porteuses d’idées en rupture avec des traditions ancestrales. On trouve par exemple dans cette catégorie les tentatives de réguler la façon... dont on doit faire frire les pommes de terre ou fumer le poisson ! Ce qui interpelle évidemment sur les raisons qui ont pu faire que nous ayons néanmoins survécu si longtemps ! Le fait que de telles décisions soient très souvent soutenues par des lobbys pour obtenir des avantages financiers vis-à-vis de leurs compétiteurs ne contribue évidemment pas à atténuer ce ressentiment. Les compagnies ou les organisations non gouvernementales estoniennes sont en général d’un poids insuffisant pour effectuer à Bruxelles un contrôle efficace sur ces manœuvres. Et le public, mis en face de tels faits accomplis sans avoir la possibilité réelle d’intervenir à leur encontre, a



© PHOTO FARIDA BRECHEMIER, AMBASSADE DE LITUANIE

tout naturellement tendance à amplifier leur poids. Il est vrai que le système est d’autant plus retors que les procédures souhaitables de régulation requièrent des compétences et des financements européens ! Et ne parlons pas de la bureaucratie, qui acquiert ainsi une autre tâche de contrôle et qui dès lors dispose d’un propre budget. Ce serait toutefois une erreur de faire porter la responsabilité d’une telle politique sur les seules institutions de l’UE : trop souvent les mêmes motivations inspirent les lobbys estoniens eux-mêmes. Bien sûr il faut rester prudent et ne pas généraliser des situations regrettables de cette nature mais ce sont souvent de telles exceptions qui perturbent le plus l’opinion publique.

Une autre critique de l’UE, assez courante en Estonie, concerne ses tentatives d’aliéner les prérogatives nationales en faveur de la dominance politique ou technocratique des institutions bruxelloises. Je mets

Alar Streimann :
« En l’absence de toute alternative crédible, le peuple estonien demeure réaliste vis-à-vis de ce qui est possible et de ce qui ne l’est pas ».



Nikolai Triik (Tallinn Estonie, 1884-1940), *Portrait de Konrad Mägi*, 1908, Huile sur toile, 99,5 × 84,2 cm. Signé en bas à droite : N. Triik. 08. Tallinn, Centre de littérature Under et Tuglas, inv. UTKK K 13 © Photo Courtesy of the Art Museum of Estonia/photographe Stanislav Stepashko

« tentatives » entre guillemets pour insister sur la connotation populaire de cette expression. Dans le même chapitre tombent aussi les propositions au sujet des nouvelles institutions européennes ou les idées concernant l'instauration d'une « Europe fédérale ». À ce stade il est important de se rappeler qu'en 2011, pendant les débats à propos de la création du MSE, la cour suprême estonienne a décidé que les pouvoirs délégués à cette instance devaient être très limités et que toute tentative de dépassement de ces limites imposerait au préalable un nouveau traité européen et un référendum en Estonie. Par ailleurs le gouvernement a soutenu la création de nouvelles

agences européennes telles que EUROJUST (Unité de coopération judiciaire de l'Union européenne) ou une plus forte coopération en matière de défense avec le programme PESCO.

... QUI NE SONT PAS INJUSTIFIÉES

Même si les critiques à propos des pouvoirs excessifs des institutions européennes ont été, dans la plupart des cas, provoquées par des phénomènes d'ordre émotionnel, il y a quand même des raisons pour lesquelles les Estoniens peuvent légitimement éprouver quelques soupçons à leur égard. Il faut bien sûr avoir conscience d'abord de la mémoire vive de la centralisation manifestement excessive de l'administration soviétique. Même si cette comparaison historique est contestable, la lourdeur de toute centralisation n'en est pas moins critiquable et ne peut que susciter des craintes. Et il faut dire aussi que le principe de subsidiarité n'a pas été mis pleinement en pratique par l'UE. On a certes pu avancer qu'une architecture fédérale de l'Union pourrait alléger ces craintes, de la part en particulier des petits États-membres mais elle impliquerait une telle délégation de souveraineté qu'elle serait probablement jugée inacceptable, au moins en Estonie.

Plus généralement, la petite taille d'un État-membre engendre souvent des réactions émotionnelles au sujet de quelque modification que ce soit dans l'organisation de l'Union. Tel fut le cas par exemple de la proposition récente de réserver, après le Brexit, un certain nombre des sièges dès lors libérés au Parlement européen à des candidats supranationaux.

Avec quelque expérience de la diplomatie européenne, on peut aisément prévoir nombre de questions résultant de cette hypothèse, à commencer par celle de la justification fondamentale de ce type de candidatures. Mais aussi celles-ci : les chances d'être élu seraient-elles les mêmes lorsqu'on parle une langue dominante en Europe plutôt qu'une langue minoritaire ? Les candidats appartenant à des partis implantés dans plusieurs pays auraient-il plus de chances d'être élus que des candidats nationaux non alignés ? Y aurait-il des différences de financement des campagnes électorales en fonction de la richesse différentielle des pays d'appartenance des candidats ? Etc. Il est évident que, aux yeux d'Estoniens clairvoyants, il est important que de telles questions soient posées, qu'il leur soit répondu.

LE POIDS DES ÉVÉNEMENTS CONJONCTURELS

Je ne peux évidemment passer sous silence d'autres événements qui ont eu un impact important sur l'opinion publique en Estonie et sans doute dans n'importe quel autre État-membre. Je veux parler des deux crises majeures auxquelles nous avons été confrontés : la crise économique en 2008-2009 et la crise migratoire en 2015-2016.

La crise économique a frappé très durement l'Estonie et ce pays a été de ceux, en petit nombre au sein de l'Europe, à oser adopter des mesures sévères d'austérité – en ligne avec sa politique à long terme visant à équilibrer de façon stricte son budget et à abaisser la dette publique, et cela depuis déjà les premières années de la décennie 1990-2000. Aujourd'hui,



l'Estonie est encore le pays européen ayant la plus faible dette : de l'ordre de 9 % de son produit intérieur brut, à comparer avec les 83 % en moyenne pour l'Union européenne et même 89 % dans la zone euro. Pour cette raison les propositions ayant pour objet que les membres de la zone euro garantissent de façon réciproque leurs dettes soulève, en Estonie, une très vive suspicion – au moins jusqu'à ce que les États en question aient fait preuve de leur volonté politique – et même de façon plus spécifique encore de leur capacité – de faire effectivement décroître la dépense publique en leur sein.

L'autre crise majeure de l'UE, la crise migratoire, n'est évidemment pas passée inaperçue en Estonie en dépit de la position géographique

Konrad Mägi
(Hellenurme, Estonie, 1878 – Tartu, Estonie, 1925),
Motif de forêt, 1913,
Huile sur toile,
94x84cm. Signé en
bas à droite: K.Mä...
Tallinn, musée
d'Art d'Estonie, inv.
EKM M. 6215

éloignée de ce pays par rapport à l'arrivée des flux de migrants. Sans entrer dans les détails des causes et des solutions possibles de ce phénomène global, il est suffisant de dire ici que l'Estonie a donné son accord pour partager la charge d'accueil des migrants à un niveau à peu près proportionnel à ce qu'elle est en France compte tenu de la taille respective des deux pays. Cela dit, le gouvernement estonien est opposé à toute insertion automatique des migrants telle que proposée par la Commission européenne – ce qui priverait notre gouvernement de son droit souverain de contrôler qui, quand et en quelle quantité on peut entrer en Estonie pour y vivre, en particulier quand les personnes concernées ont pénétré en Europe sans identité et sans information sur leur passé. Intervient en cela d'abord une question de sécurité mais il existe aussi une connotation plus émotionnelle pour les Estoniens, dans la mesure où, aussi bien avant qu'après la Seconde Guerre mondiale, des dizaines de milliers d'Estoniens ont été déportés en Sibérie par les autorités soviétiques et où un nombre encore plus grand de nos compatriotes se sont échappés vers l'Ouest et sont devenus eux-mêmes des migrants. S'agissant des premiers, ils ont été systématiquement remplacés par des immigrants venant d'autres régions de l'Union soviétique, principalement des Russes. En 1920 l'Estonie avait les lois les plus libérales de l'Europe concernant les minorités, avec environ 10 % de sa population composée de Russes, d'Allemands, de Suédois, de Juifs, etc. À la fin de l'occupation soviétique, les non-Estoniens, principalement en l'occurrence les

Russes, constituaient plus de 30 % de la population et la langue estonienne était perçue comme en voie d'extinction. La force majeure du mouvement populaire des années 1988-89, en lutte pour regagner l'indépendance de l'Estonie, reposait sur la réaction à cette russification forcée du pays (en même temps que se développaient les protestations écologiques contre les opérations d'exploitation massive des ressources minières en phosphates du pays). Il n'est guère surprenant que la mémoire de cette période soit extrêmement sensible à toute pression externe, en particulier quand elle est amplifiée par des options idéologiques ou politiques.

UNE FORTE ATTRACTION NÉANMOINS POUR L'UE

Les réserves que j'ai exprimées n'atténuent nullement l'attractivité de l'UE pour l'Estonie – et j'ose le dire pour une large majorité d'Estoniens. Au-delà des avantages économiques, ce qui compte pour nous est la question de la sécurité mais je dirais plus encore un sentiment général de bien-être fondé sur le fait d'avoir des alliés et des amis fiables. Dans ce contexte les idées du président français Emmanuel Macron, exprimées au travers du slogan « une Europe qui protège », ne peuvent avoir de meilleure écoute que celle des Estoniens, même si ceux-ci, dont l'avenir dépend grandement du commerce extérieur, peuvent avoir quelques interrogations sur sa signification à ce propos.

Même réaction à propos des récentes initiatives sur la défense de l'Europe, qui a toujours été fortement soutenue par l'Estonie, un pays qui

hésite à remettre en question ou dupliquer le rôle de l'OTAN. S'agissant des questions environnementales, les défis auxquels l'UE doit faire face risquent de devenir à court terme existentiels et requièrent une compréhension des menaces et la nécessité de réponses communes. Et je voudrais aussi revenir sur les déclarations du président Macron l'année dernière à la Sorbonne au sujet d'une plus étroite coopération académique. Pour un peuple qui comme le nôtre a, depuis les temps les plus anciens, traditionnellement considéré que l'étude était la meilleure façon de lutter contre la misère, cela s'impose. Mais même si l'Estonie, de façon surprenante compte tenu de sa petite taille, participe activement à la plupart des études artistiques et des projets de recherche des États modernes – dans les domaines des biotechnologies, des études génétiques, de la médecine, de l'espace, du numérique, etc. – c'est seulement possible du fait de ses coopérations internationales et en particulier bien sûr européennes.

UN ENGAGEMENT

Je ne peux qu'insister sur le très fort soutien des Estoniens à notre participation à l'Union européenne. Si mes compatriotes sont par nature réticents à toute secousse violente des institutions, ils ne sont pas pour autant opposés à des changements si ceux-ci sont expliqués de façon honnête et impartiale, et de ce fait compréhensibles.

Il ne saurait être question de sous-estimer à quel point l'Estonie a bénéficié de sa participation au marché intérieur de l'Europe, à quel point la jeunesse estonienne a bénéficié des



possibilités de voyages et d'études dans le cadre des programmes scientifiques européens. En fait les chemins parcourus de concert l'ont été depuis bien plus longtemps que les quatorze années de participation formelle à l'Union européenne ou même que le siècle d'indépendance estonienne. Il est légitime de rappeler à quel point l'Estonie, dans le cours de son histoire turbulente, a partagé son destin avec celui de l'Europe – depuis l'ère viking, depuis la période de douloureuse christianisation pendant les croisades en tant que partie du Saint-Empire romain, au travers des occupations suédoise, polonaise et russe jusqu'à l'indépendance acquise en 1918. Et je ne reviens pas sur la récente occupation soviétique ! Ainsi pour l'Estonie faire partie de l'Europe – ce qui peut sembler tout à fait évident en France et dans d'autres pays européens – a été gagné par mon pays au prix d'un lourd tribut. Et c'est la raison pour

Oskar Kallis (Tallinn Estonie, 1892–Yalta Russie, 1918),
Linda portant un rocher, 1917,
Huile, 83×86,2cm.
Signé en bas à droite : Kallis 1917.
Tallinn, musée d'Art d'Estonie, inv.EKM
M 5180 Photo ©
Stanislav Stepashko

laquelle le futur de l'UE concerne très fortement mes compatriotes et que les consultations lancées sur cet avenir, à l'initiative de la France en 2018, peuvent engendrer de très intéressantes phases de réflexion.

Un dernier mot : les Français savent peut être moins que les Estoniens, de façon certes modeste, ont réellement contribué à la naissance de l'idée même d'Europe dans ses premiers moments ! Ainsi l'Ambassadeur d'Estonie en France en 1921-1932, Karel Robert Pusta, était-il un ardent défenseur du mouvement paneuropéen. En 1927, devant la Société des Nations, il a fortement plaidé en faveur de la proposition de Richard von Coudenhove-Kalergi's d'établir... une Union européenne (*sic !*), un projet ensuite soutenu par le Président du Conseil français Aristide Briand. Malheureusement le sort de l'Europe était alors déjà scellé et voué à l'échec. Et je tiens aussi à rappeler que ce fut un diplomate français, Louis Léouzon Le Duc, envoyé par le gouvernement français en Finlande pour rechercher un porphyre rouge destiné au sarcophage de Napoléon I^{er} avant son transfert aux Invalides, qui, traversant l'Estonie en 1855, devait écrire dans ses mémoires sous le titre *La Baltique*, « que l'Estonie, la Livonie et la Courlande recouvrent leur antique indépendance nationale ou qu'elles continuent à se transformer sous le feu de l'assimilation moscovite, le but que je me suis proposé dans ce livre n'en sera pas moins atteint ». Lorsque ces mots ont été rédigés, personne d'autre en Europe n'osait exprimer l'hypothèse d'une possible indépendance, un jour, de l'Estonie. ☺